



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 21 09 2026

Bolsa Família, entre revalorisation pré-électorale visant à compenser l'inflation et contrainte budgétaire

Le gouvernement Lula a revalorisé de 15,04 % les prestations de la Bolsa Família afin de compenser l'inflation accumulée depuis 2023. Cette hausse, dont le coût atteindra 22,7 Md BRL en 2027 (3,85 Md EUR), intervient toutefois dans un contexte de fortes contraintes budgétaires et d'agenda électoral.

Production industrielle en recul et des intentions d'investissement au plus bas depuis 2020

L'enquête industrielle d'août 2026, publiée le 21 septembre par la Confédération nationale de l'industrie brésilienne (CNI), fait état d'un net ralentissement de l'activité industrielle et d'une dégradation des perspectives d'investissement. L'indice de production est repassé sous le seuil de 50 points, tandis que l'intention d'investissement a atteint son plus bas niveau depuis août 2020.

L'économie brésilienne face au défi de l'intelligence artificielle

Le Brésil pourrait miser sur l'intelligence artificielle comme nouveau levier de croissance face à la stagnation de sa productivité. Son adoption progresse rapidement, tandis que les pouvoirs publics accélèrent les financements et le développement d'infrastructures. Les gains attendus restent toutefois incertains et dépendent de l'adaptation des travailleurs.

Graphique de la semaine : Evolution de l'indice de production depuis un an

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+0,1%	+10,0%	185 550
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+8,6%	-0,3%	121
Taux de change USD/BRL	+0,4%	+0,0%	5,18
Taux de change €/BRL	-0,5%	-1,0%	5,89

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

1,8%

La nouvelle prévision de croissance du PIB de la BCB pour 2027, contre 2% auparavant.

Source : BCB

Actualités macro-économiques & financières

Bolsa Família, entre revalorisation pré-électorale visant à compenser l'inflation et contrainte budgétaire

Le président Lula a signé, le 17 septembre, un décret revalorisant de 15,04 % les prestations de la Bolsa Família, avec un montant minimal porté de 600 à 691 BRL (117 EUR) et un montant moyen s'établissant à 777 BRL (131 EUR) à compter d'octobre. La mesure, qui concernera près de 20 millions de familles (50 millions de personnes, soit 23 % de la population), vise à compenser l'inflation. Son coût budgétaire supplémentaire est estimé à 5,8 Md BRL (980 M EUR) en 2026 et 22,7 Md BRL (3,85 Md EUR) en 2027, tandis que les dépenses totales consacrées au programme devraient représenter environ 1,25 % du PIB en 2027. Présentée par l'exécutif comme une actualisation des prestations, la mesure intervient néanmoins dans un contexte de contrainte budgétaire et à la veille de l'élection présidentielle.

Sur le plan juridique, l'exécutif présente la mesure comme une actualisation des prestations destinée à préserver le pouvoir d'achat des bénéficiaires, et non comme la création d'une nouvelle dépense. Le décret prévoit une correction correspondant à

la variation cumulée de l'INPC entre mars 2023 et août 2026. La mesure a toutefois été contestée au regard de la législation électorale par Flávio Bolsonaro. Le Tribunal supérieur électoral et la Cour suprême fédérale ont été saisis de sa conformité au droit électoral.

Le juge du Supremo Tribunal Federal (STF), Gilmar Mendes, a considéré que la revalorisation reposait sur un critère objectif de correction monétaire et ne constituait pas une création exceptionnelle de prestation en période électorale. En 2022, quelques mois avant l'élection présidentielle, le gouvernement Bolsonaro avait également augmenté de 400 à 600 BRL le montant minimal de l'Auxílio Brasil, programme qui avait temporairement remplacé la Bolsa Família, dans le cadre d'une modification constitutionnelle adoptée en juillet 2022, communément appelée la « PEC Kamikaze »¹.

La réaction des marchés a été initialement négative, avant de s'inverser en cours de séance. L'Ibovespa a reculé jusqu'à 1,2 % après l'annonce de la revalorisation, dans un contexte de préoccupations concernant son impact sur les comptes publics, avant de clôturer en hausse de 0,24 %, à 185 992 points. La progression de l'action Vale, en hausse d'environ 2 % en raison du rebond du prix de la tonne de minerai de fer en Chine, a contribué au redressement de l'indice en seconde partie de séance.

Cette décision intervient dans un contexte de contrainte budgétaire. Le gouvernement prévoit de financer le surcoût de 2026 par un redéploiement de crédits au sein du budget,

¹ La « PEC Kamikaze » désigne une réforme constitutionnelle adoptée en juillet 2022 qui a temporairement augmenté les dépenses sociales à

quelques mois de l'élection présidentielle. Le surnom « Kamikaze » fait référence à son coût budgétaire élevé et à son caractère exceptionnel.

notamment grâce aux économies réalisées sur certaines dépenses de sécurité sociale. Les modalités de financement doivent être détaillées dans le prochain rapport bimestriel d'évaluation des recettes et des dépenses, attendu le 24 septembre.

Pour 2027, la dépense supplémentaire devra être intégrée au projet de loi de finances. Le *Prisma Fiscal* de juillet, qui agrège les prévisions du marché, tablait sur un déficit primaire du gouvernement central de 58,1 Md BRL en 2026 (0,43 % du PIB) et de 53,9 Md BRL en 2027 (0,38 % du PIB). Dans ce contexte, un ajustement budgétaire est ainsi nécessaire afin de contenir l'évolution de la dette publique. Selon le FMI, la dette brute du gouvernement devrait atteindre 97,8 % du PIB en 2026, 100,0 % en 2027 et 103,7 % en 2029. Le FMI estime qu'un effort budgétaire ambitieux est nécessaire pour placer la dette sur une trajectoire durablement descendante, tout en préservant les dépenses sociales ciblées.

La revalorisation de la Bolsa Família illustre ainsi la tension entre maintien des politiques de protection sociale et consolidation des finances publiques. Présentée comme une compensation de l'inflation, elle accroît néanmoins de manière durable les dépenses du programme et devra être intégrée à la trajectoire budgétaire à moyen terme. Cette question constituera ainsi un enjeu pour le prochain gouvernement.

Production industrielle en recul et des intentions d'investissement au plus bas depuis 2020

L'indice d'évolution de la production industrielle a chuté de 4,7 points en août, passant de 51,0 à 46,3 points. Inférieur à 50², l'indice signale une contraction de la production par rapport au mois précédent : les entreprises déclarant une baisse de leur production sont plus nombreuses que celles déclarant une hausse. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré pour un mois d'août depuis 2015. L'utilisation des capacités installées³ a également reculé de 1 point, à 69 %, soit deux points sous sa moyenne historique pour un mois d'août. Enfin, l'indice d'emploi, qui mesure l'évolution des effectifs salariés dans l'industrie par rapport au mois précédent, est passé à 48,2 points, signalant une prédominance des entreprises déclarant une baisse de leurs effectifs.

Le ralentissement apparaît également dans les indicateurs prospectifs. En septembre, les quatre indicateurs d'anticipation de la CNI, qui portent sur les six mois à venir, ont reculé par rapport à août : la demande attendue est passée de 52,6 à 51,2 points (-1,4 point), les achats d'intrants de 51,2 à 50,4 (-0,8 point), les exportations de 49,5 à 48,9 (-0,6 point) et l'emploi de

² Les indicateurs de la CNI sont des indices de diffusion compris entre 0 et 100. 50 est le seuil de neutralité : au-dessus de 50, les réponses indiquant une hausse sont majoritaires ; en dessous de 50, celles indiquant une baisse sont majoritaires. Un indice de production de 46,3 signifie que la baisse de la production est plus fréquemment déclarée

que sa hausse ; il ne signifie pas que la production a diminué de 3,7 %.

³ Moyenne pondérée des points médians des tranches de taux d'utilisation déclarées par les entreprises, chaque tranche étant pondérée selon la fréquence des réponses.

49,4 à 49,2 (-0,2 point). Les anticipations d'exportations et d'emploi passent ainsi sous le seuil de 50, signalant une baisse attendue au cours des six prochains mois. Les anticipations relatives à la demande et aux achats d'intrants restent, malgré leur recul, légèrement orientées à la hausse.

L'investissement constitue le principal point de vigilance. L'indice d'intention d'investissement a reculé de 1,3 point en septembre, à 51,3, enregistrant une quatrième baisse consécutive et son niveau le plus faible depuis août 2020. Depuis mai, il a perdu 3,5 points. Cette dégradation s'explique par le ralentissement de l'activité industrielle liée au recul de la demande de biens industriels et la hausse des incertitudes. De plus, la proximité des élections accroît l'imprévisibilité, incitant les entreprises à davantage de prudence en matière d'investissement, de production et d'embauche.

Plus largement, les conditions pesant sur l'industrie restent défavorables. La hausse des taux d'intérêt et l'augmentation des importations pèsent sur l'industrie manufacturière⁴. Dans ce contexte, la baisse des intentions d'investissement peut se traduire par un report des décisions d'investissement plutôt qu'une contraction immédiate des dépenses. Si cette prudence devait se prolonger, elle pourrait limiter les projets d'expansion, de modernisation et d'augmentation des capacités productives, avec des effets potentiels

à terme sur la productivité et la croissance.

Ce signal intervient d'ailleurs dans un contexte de révision à la baisse des perspectives de croissance. Dans son rapport de politique monétaire du 24 septembre, le Banco Central do Brasil (BCB) a ramené sa prévision de croissance du PIB en 2026 de 2,0 % à 1,8 %, et celle de l'industrie de 2,3 % à 1,5 %. La révision traduit notamment une dégradation des perspectives industrielles, partiellement compensée par une amélioration des perspectives agricoles.

Étude Économique & financière

L'économie brésilienne face au défi de l'intelligence artificielle

L'essor de l'intelligence artificielle (IA) pourrait offrir un relais de croissance à une économie brésilienne confrontée à une stagnation persistante de sa productivité. Selon la FGV IBRE, la productivité du travail n'a progressé que de 0,3 % par an en moyenne entre 2020 et 2025, malgré une croissance annuelle de 2,2 % de la valeur ajoutée. Les gains récents s'expliquent en outre majoritairement par la progression du secteur agricole (+13% en 2025) et non

⁴ Les importations de biens de consommation ont progressé de 16 % au premier semestre 2026 sur un an.

par une contribution plus large de l'ensemble des secteurs de l'économie brésilienne.

L'IA pourrait néanmoins infléchir cette trajectoire. Le FMI estime que sa diffusion pourrait relever à terme le niveau du PIB brésilien d'environ 5 % et la productivité totale des facteurs (PTF) de 1,4 % dans son scénario central. De plus, en intégrant des gains de productivité plus généralisés, l'effet atteindrait près de 8 % sur le PIB et 4 % sur la PTF, principalement au cours de la première décennie de transition. Plus récemment, le Centre de Stratégie et de Régulation (Reglab) a estimé que l'IA pourrait ajouter 986 Md BRL (167 Md EUR) de gains de productivité d'ici 2030, dont 65 % des gains par le canal de la productivité du travail⁵.

La diffusion de la technologie est déjà engagée au sein de l'économie brésilienne mais est encore très hétérogène. D'après le Centre Régional d'Etudes pour le Développement de la Société de l'Information (Cetic), 17 % des entreprises brésiennes d'au moins dix personnes utilisaient l'IA en 2025, contre 13 % en 2024. La proportion atteint même 50 % parmi les grandes entreprises (plus de 250 salariés) contre 38 % en 2024.

Les conséquences de l'adoption de l'IA sur le marché du travail sont encore difficiles à évaluer, mais l'exposition est non négligeable. La Fondation Getulio Vargas considère que 29,8 millions de personnes, soit 30 % de la population occupée, exercent des professions exposées à l'IA tandis que le FMI évalue

cette proportion à 45 % des emplois brésiliens. Cette exposition n'est néanmoins pas synonyme de déclassement. Dans cette même étude, la FGV juge qu'environ 20 % des travailleurs sont fortement exposés mais faiblement complémentaires à l'IA tandis que la même proportion est jugée complémentaire et pourrait accroître sa productivité et sa rémunérations grâce à l'usage de l'IA.

Les pouvoirs publics entendent accompagner cette transformation et développer des capacités nationales.

Le Plan brésilien d'intelligence artificielle (PBIA) prévoit 23 Md BRL (3,9 Md EUR) d'investissements sur 2024-2028, couvrant notamment l'innovation des entreprises, les infrastructures de calcul, la formation et l'usage de l'IA dans les services publics. Cette politique commence à se traduire concrètement : la Banque Nationale de Développement Economique et Sociale (BNDES), l'Agence de Financement des Etudes et des Projets (Finep) et l'Institut Brésilien de Recherche et d'Innovation (Embrapii) indiquaient en mai 2026 avoir mobilisé 10,5 Md BRL (1,8 Md EUR) en faveur de projets liés à l'IA depuis 2023, dont 5,1 Md BRL (0,9 M EUR) par le BNDES.

Le Brésil cherche ainsi à renforcer l'infrastructure physique indispensable au développement de l'IA. Le Laboratoire National de Calcul Scientifique (LNCC) prépare l'installation à Macaíba (Rio Grande do

⁵ Il convient de préciser que l'étude de Reglab a été commanditée par OpenAi.

Norte) d'un nouveau supercalculateur consacré à l'IA dans le cadre du PBIA, qui doit accroître la capacité nationale de calcul haute performance. Depuis septembre, le vote de la loi Redata soutient également l'installation de centres de données, y compris les infrastructures destinées au calcul haute performance ainsi qu'à l'entraînement et à l'inférence des modèles d'IA. Le pays dispose à cet égard d'un atout énergétique : 86,8 % de son offre intérieure d'électricité provenait de sources décarbonées en 2025.

Cette orientation favorable à l'IA devrait perdurer au-delà de l'actuel gouvernement dans la mesure où le développement de l'IA occupe une place considérable dans les programmes de Lula et de Flávio Bolsonaro. Le programme de Lula prévoit de développer des modèles de langage en portugais orientés vers les

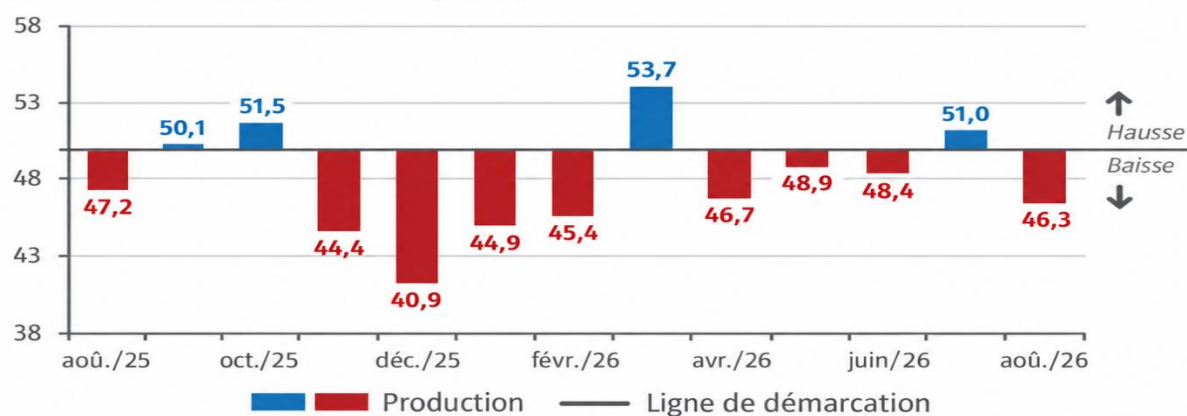
besoins nationaux (en partenariat avec Huawei et la Chine) et d'accélérer leur utilisation dans l'agriculture, la santé ou les services financiers et de renforcer la formation et la recherche en IA. De son côté, Flávio Bolsonaro propose une Stratégie nationale d'intelligence artificielle visant à diffuser ces outils auprès des PME, en priorité dans l'industrie, l'agriculture, la santé et la logistique, le déploiement d'assistants automatisés, dont « ClarIA », pour orienter les citoyens vers les services et prestations publics auxquels ils ont droit et l'utilisation de l'IA au sein du SUS.

Graphique de la semaine

Evolution de l'indice de production depuis un an

Évolution de la production

Indice de diffusion (de 0 à 100 points)*



*Des valeurs supérieures à 50 indiquent une hausse de la production par rapport au mois précédent. Des valeurs inférieures à 50 indiquent une baisse de la production par rapport au mois précédent. Plus l'écart par rapport à 50 points est grand, plus la variation est forte et diffuse.

Source : Confédération Nationale de l'Industrie (CNI)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rachèle Sannier (Conseillère macroéconomique), Léo Portier (Adjoint)

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr